

# Marianne



L'avènement du candidat Trump, isolationniste et non-interventionniste, a plongé les néoconservateurs, farouchement républicains et partisans d'une démocratisation mondiale à la baïonnette, dans le désarroi. Beaucoup appellent à voter Clinton. **PAR ALEXIS LACROIX**

**E**st-ce parce que la campagne présidentielle américaine finissante aura, comme aucune autre, rebattu les cartes idéologiques ? Est-ce parce qu'à l'heure de la démocratie sondagière, que certains spécialistes de l'opinion présentent d'ores et déjà comme une démocratie « postvérité », les reclassements abondent ? Et que les changements d'écurie sont devenus incessants, et le turnover des alliances, effréné ?

En tout cas, à Washington, le duel de la patricienne modérée Hillary Clinton et de l'entrepreneur populiste Donald Trump aura créé un charivari durable dans maintes familles de la vie publique. A commencer par celle des néoconservateurs : ces intellectuels très brillants et particulièrement identifiés dans la discussion publique sont incarnés dans leur deuxième génération par les figures emblématiques du politologue Bill

Kristol (directeur du *Weekly Standard* et fils d'Irving Kristol), ainsi que du spécialiste de relations internationales, Robert Kagan, auteur de *La Puissance et la faiblesse* et, avec Kristol, du célèbre *Project For A New American Century* (paru en 1997), ou encore de l'historien des idées David Horowitz, du politologue Richard Perle ou de l'essayiste et philosophe Paul Berman. Et ils divisent absolument. Car ils ont vu leur renom terni par l'une des guerres d'ingérence les plus contestables de toute l'histoire des États-Unis : celle d'Irak, en 2003.

Fracas des armes et tempête sous des crânes... Proches, à l'époque, de Paul Wolfowitz (secrétaire adjoint à la Défense), et influents au travers de leurs contributions dans une myriade de think tanks, les néoconservateurs, comme l'écrit le politologue canadien Charles-Philippe David, jouèrent alors les « conseillers du prince ». Et ils contribuèrent, plus ou moins consciemment, à fortifier le choix martial d'un président sonné par la

menace d'Al-Qaïda et empreint d'un « optimisme teint de pensée magique » : dans cette séquence, plus d'un néoconservateur, écrit David, « se réjouira des discours du président, qui marient aspirations démocratiques et recours à la force, lesquels donnent à la politique étrangère américaine toute sa raison d'être ». Et d'ajouter : « Les "wilsonistes bottés", comme les nomme Pierre Hassner, croient que les États-Unis doivent exporter la démocratie au bout du fusil, seuls s'il le faut. Leur idéologie est notamment fondée sur des convictions morales, qu'ils associent à l'exceptionnalisme américain » (1).

Treize ans plus tard, l'idylle néoconservatrice avec le cœur de l'establishment républicain a volé en éclats : en cause, l'isolationnisme avéré du champion actuel du parti conservateur, Donald Trump. Non content de souhaiter voir l'hyperpuissance se retirer de tous les théâtres d'opérations – notamment ceux du Moyen-Orient – où elle est engagée, le candidat républicain n'a



cessé, ces derniers mois, en déclinant son slogan, « America first », de battre l'estrade avec un programme isolationniste, une « plate-forme » qui, pour certains, évoque le « paléo-conservatisme » d'un Pat Buchanan, et, pour d'autres, des rémanences inquiétantes de l'indifférence complète au sort de l'Europe d'un aviateur profasciste comme Charles Lindbergh, dans les années 30 (2).

Les provocations trumpiennes hypermédiatisées et égomaniaques contre l'exceptionnalisme américain, ses odes à « *Poutine qui [le] défend* » sont allées crescendo et ne leur ont pas échappé : pis, elles les ont ulcérés. Au point de les réveiller en sursaut et de les faire sortir de leurs gonds. Non,

ils ne sont pas fatigués, les faucons : maintenant, ils sont révoltés et en ont gros sur le cœur. Bill Kristol, ainsi, a rejeté dos à dos Trump et sa rivale démocrate, « *deux candidats atroces* », selon lui. Et, pendant ce temps, l'historien Max Boot déclarait que Hillary serait « *grandement préférable à Trump* ». Tous s'affligent que le Grand Old Party ait laissé la place et le premier rôle à un nationaliste si caricatural et si nul...

Ainsi, en juin, la très officielle revue *Foreign Policy* révélait la participation de certains d'entre eux à des opérations de *fundraising* en faveur de la campagne de la candidate démocrate, Hillary Clinton. Logique, après tout : pragmatique

et beaucoup moins sectaire qu'on ne le dit parfois en France, Hillary Clinton est surtout une passionaria de l'interventionnisme, assumée et décomplexée (lire l'article de Martine Gozlan, p. 44). De quoi séduire les républicains, et ils sont nombreux, que hérissent l'isolationnisme « paléo-conservateur » de Trump.

Ces derniers mois, c'est à une fuite des cerveaux républicains vers Hillary que l'on a pu assister. En février 2016, alors qu'il affrontait Hillary Clinton dans le cadre de la primaire de la gauche, le démocrate Bernie Sanders, nettement plus réservé sur l'interventionnisme que sa rivale, reprochait à cette dernière le soutien d'un homme puissant mais

sulfureux, le politologue conservateur Henry Kissinger, « *l'un des secrétaires d'Etat les plus destructeurs dans l'histoire moderne de ce pays* ». Puis, en juin, c'est un autre républicain, étranger à la sensibilité néoconservatrice et délibérément « réaliste », Brent Scowcroft, conseiller à la sécurité nationale sous Gerald Ford et George W. Bush, qui annonçait son ralliement à Hillary, en raison de sa « *profonde expertise en matière d'affaires étrangères et d'une compréhension acérée des enjeux mondiaux, des qualités essentielles pour assumer le rôle de commandant en chef* ».

## LE FARDEAU DE LA LIBERTÉ

Au même moment, un représentant déterminé de l'aile antiréaliste et interventionniste, Robert Kagan, chantre de l'exportation de la démocratie, se prononçait lui aussi en faveur de la démocrate, étrillant le potentiel fasciste du trumpisme dans le *National Post* (lire ci-contre les extraits de « The Donald Trump phenomenon is

how fascism comes to America »). Il retrouvait dans son « hillarisme » le positionnement d'origine du mouvement néoconservateur, libéral au sens américain et né dans la gauche trotskiste des *sixties*. Tous attendent les résultats de l'échéance électorale de novembre, mais aucun n'omet de réfléchir à l'Amérique qu'il veut. A l'Amérique qui vient et dont Robert Kagan espère qu'elle sache se réinventer des alliances démocratiques.

Question décisive, en effet : va-t-on, notamment à Washington, en cas de victoire de Hillary Clinton, vers un interventionnisme moins unilatéral, plus tourné vers l'Europe et plus désireux de partager le fardeau de la liberté avec les Européens ? ■ A.L.

(1) *Au sein de la Maison-Blanche*, de Charles Philippe David, Les Presses de Sciences-Po, 1184 p., 35 €

(2) Lindbergh, séduit par Mussolini et Hitler, défia Roosevelt sous les couleurs républicaines. Partisan de la neutralité au début de la guerre, il devient, de 1940 à 1941, l'un des principaux porte-parole du mouvement America First, le nom même de la coalition de Trump !